



Programme de stabilité: Le gouvernement doit divulguer immédiatement les mesures d'économie prévues!

Selon le programme de stabilité, le gouvernement veut épargner 1,6 milliard d'euros auprès de l'Administration centrale et des transferts sociaux, afin de redresser le déficit des dépenses publiques.

Le gouvernement reste cependant encore silencieux sur les postes exacts touchés par ces mesures.

Plus de détails précis ne seront discutés – à huis clos - que dans le cadre de la tripartite prévue en mars prochain.

L'ALEBA exige la fin de ces cachotteries et la transparence totale – les mesures d'économie envisagées par le gouvernement doivent être divulguées immédiatement!

L'ALEBA a de sérieux soupçons, que le gouvernement a agi ainsi sur instructions de l'UEL, qui avait déjà demandé sans ambiguïtés l'automne dernier d'importantes économies à court terme au détriment des salariés, aussi bien pour les dépenses publiques que pour les prestations sociales (voir le communiqué de presse de l'UEL le 16 octobre 2009).

Cependant, une étude récente de la Chambre des Salariés a souligné à nouveau que les entreprises au Luxembourg figurent au niveau européen parmi celles qui paient le moins de cotisations sociales.

En plus, selon le ministre des Finances Luc Frieden, seulement 20% des entreprises au Luxembourg paient des impôts.

Par conséquent, l'ALEBA se voit confortée dans sa conviction qu'il existe plutôt une marge de manœuvre auprès des entreprises et refuse toute réduction des dépenses sociales au détriment des salariés!